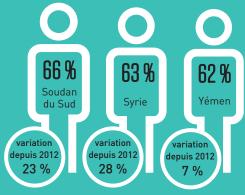


# Quelle a été la population touchée?

Pourcentage de population touchée : 3 principaux pays



2013

D'où proviennent les fonds?

Contributions Contributions volontaires des gouvernements issues de sources privées

# 16,4 milliards US\$

2013 13,2 milliards US\$ en 2012

## 5,6 milliards US\$

2013 4,1 milliards US\$ en 2012

#### Donateurs du CAD de l'OCDE 14.1 milliards US\$

11,8 milliards US\$ en 2012

Autres gouvernements donateurs

2.3 milliards USS

2013 1,5 milliard US\$ en 2012

## Montant donné...



### ...et était-ce suffisant ?

Financement et besoins non satisfaits, appels de l'ONU, 2012-2013

**Financement** 

### 8.5 milliards USS

6,3 milliards US\$ en 2012



Besoins non satisfaits

#### 4.6 milliards USS

4,2 milliards US\$ en 2012

Exigences revues

### 13.2 milliards USS

10,5 milliards US\$ en 2012

#### 5 principaux donateurs, 2013

États-Unis 4,7 milliards US\$ Royaume-Uni 1,8 milliard US\$ Turquie 1,6 milliard US\$ Japon 1,1 milliard US\$ Allemagne 949 millions US\$

États-Unis

723 millions US\$

Australie

- 98 millions US\$



Quelles sont les autres ressources importantes ?

Flux de financement vers les principaux bénéficiaires de l'aide humanitaire, 2012

# **5,5 milliards US\$** Aide



6,4 milliards US\$

Maintien de la paix

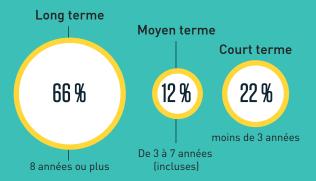
### 419,8 milliards US\$

Dépenses publiques des gouvernements nationaux



# Pour quelle durée ?

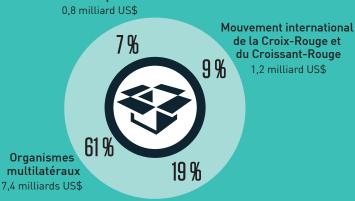
Dépenses humanitaires des donateurs du CAD de l'OCDE auprès des bénéficiaires à long, moyen et court termes, 2012



## Comment l'aide arrive-t-elle ?

Canaux d'acheminement de l'aide humanitaire, 2012





ONG 2,3 milliards US\$

Aide humanitaire aux ONG, par type, 2012



1,6 % ONG nationales 36 millions US\$

0,7 % ONG locales
15 millions US\$

# À qui l'aide est-elle destinée ?

5 principaux bénéficiaires, 2012



Syrie

1,4 million US\$

Plus forte hausse 2012

Pakistan
- 891 millions US\$



## Résumé

En 2013, l'ampleur des crises et des besoins humanitaires a été exceptionnelle, tout comme la réponse humanitaire internationale, qui a atteint un niveau record de 22 milliards US\$. Le contraste est saisissant par rapport à l'année 2012, qui n'a enregistré aucune nouvelle catastrophe majeure et au cours de laquelle le niveau de financement avait légèrement diminué.

Des millions de personnes ont été touchées par trois crises de grande ampleur très différentes les unes des autres (en République centrafricaine, aux Philippines et en Syrie), chacune correspondant à l'état d'urgence maximal (niveau 3) défini par l'ONU. Prises individuellement ou ensemble, ces crises ont imposé des exigences uniques aux intervenants de l'aide humanitaire et aux donateurs. Ailleurs, un grand nombre de personnes étaient enlisées dans d'autres crises moins médiatisées à l'échelle internationale, notamment au Sahel, au Soudan du Sud et au Yémen. Dans le monde entier, le nombre de personnes déplacées a atteint un niveau sans précédent, totalisant 33,3 millions d'individus, tandis que le nombre de réfugiés s'est élevé à 16,7 millions.

Les sources de financement public et privé ont augmenté en 2013, inversant la tendance des deux années précédentes. Avec des contributions de l'ordre de 16,4 milliards US\$, les gouvernements donateurs ont apporté les trois quarts de la réponse internationale. Ces chiffres représentent une hausse de 24 % par rapport à 2012, et neuf des dix principaux gouvernements donateurs ont accru leurs efforts financiers.

Le poids des gouvernements n'appartenant pas au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ne cesse de croître, ce groupe ayant apporté une aide humanitaire d'une valeur de 2,3 milliards US\$ en 2013. Cet effort représentait 58 % de plus qu'en 2012 et 14 % du total de tous les gouvernements donateurs réunis (soit le double de la part que ces donateurs occupaient en 2011).

Le financement issu de sources privées, y compris de particuliers, de fiducies, de fondations et de sociétés, a lui aussi fortement augmenté, avec une hausse de 35 % par rapport à 2012, pour se situer aux alentours de 5,6 milliards US\$ en 2013. Au cours des cinq dernières années, l'aide provenant de ces sources a représenté plus d'un quart (26 %) de la réponse humanitaire internationale totale.

En tant que baromètre des besoins humanitaires mondiaux, les appels coordonnés de l'ONU visaient à fournir de l'aide à 78 millions de personnes en 2013, en tablant sur un financement de 13,2 milliards US\$. Les besoins ne cessent de croître : à la fin du mois de juillet 2014, les appels coordonnés de l'ONU s'élevaient à un chiffre record de 16,9 milliards US\$, soit le plus haut niveau d'appels jamais enregistré. De ce montant, 6 milliards US\$ étaient destinés à répondre à la crise en Syrie. Globalement, les appels émis en 2013 ont été couverts à 65 %. Il s'agit là du meilleur taux de réponse depuis 2009 et pourtant, il signifie que plus d'un tiers des besoins sont demeurés insatisfaits.

Cinq pays ont à eux seuls obtenu près d'un quart de l'aide humanitaire internationale (24 %) en 2012 (dernière année pour laquelle on dispose de données complètes sur les bénéficiaires). Même avant l'aggravation de la crise en 2013, la Syrie avait de loin reçu le plus grand volume d'aide humanitaire : 1,5 milliard US\$ en 2012, soit presque le double des fonds reçus par le Soudan du Sud (865 millions US\$), qui était le deuxième bénéficiaire principal.

Les priorités de financement, les facteurs politiques et le niveau de visibilité dont bénéficient les différentes crises ont créé une répartition inégale de l'aide à l'échelle mondiale, qui pourrait être palliée par une meilleure division du travail. Ces cinq dernières années, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan, l'Éthiopie, et la Cisjordanie et la Bande de Gaza ont systématiquement compté parmi les 10 principaux bénéficiaires. À l'inverse, de nombreuses autres crises, comme celles du Népal, du Myanmar et de l'Algérie, ont tendance à être reléguées au second plan. En 2013, l'appel lancé pour la Mauritanie a été couvert à 83 %, tandis que Djibouti n'a reçu que 36 % des fonds sollicités.

Le financement par le biais de fonds communs a connu un certain essor en 2013 : il a représenté 4,7 % de la réponse humanitaire internationale, soit plus de 1 milliard US\$. En dépit de l'importance avérée du rôle des ONG nationales et locales dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence humanitaire, celles-ci n'ont directement reçu que 49 millions US\$ d'aide humanitaire internationale en 2013, soit 2 millions de moins qu'en 2012.

Cependant, il est impossible de suivre la piste des transactions tout au long du système pour connaître le montant exact auquel ces ONG (et d'autres partenaires de mise en œuvre) ont réellement eu accès de manière indirecte par le biais des organismes internationaux. Si tous les intervenants faisaient état de leurs flux financiers suivant un format standardisé,

Prises individuellement ou ensemble, les crises de la République centrafricaine, des Philippines et de la Syrie ont imposé des exigences uniques en matière d'aide humanitaire. Ailleurs, un grand nombre de personnes étaient enlisées dans d'autres crises moins médiatisées à l'échelle internationale.

par exemple conformément aux standards établis par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), les données relatives aux projets pourraient être géocodées et les ressources pourraient faire l'objet d'un suivi complet, du donateur au bénéficiaire.

Pour être efficace, l'action humanitaire doit s'inscrire dans une intervention rapide. Cependant, même en cas de crise grave provoquée par une catastrophe naturelle inattendue, le temps nécessaire pour une réaction des donateurs suffisante peut varier énormément. Ainsi, la réponse à l'appel coordonné de l'ONU suite au typhon Haiyan a représenté au cours du premier mois la moitié de celle obtenue après l'appel lancé suite au tremblement de terre/tsunami dans l'océan Indien en 2005 en termes de satisfaction des besoins. Les crises complexes ou associées à des conflits suscitent une réaction encore plus lente : après six mois, les appels lancés pour le Soudan du Sud, la Syrie, la République centrafricaine et le Yémen n'ont abouti qu'à moins de 50 % du financement escompté.

Les interventions précoces et rapides sont essentielles, mais l'aide humanitaire ne se limite généralement pas à la phase d'urgence à court terme. Les crises prolongées continuent d'accaparer la grande majorité de l'aide humanitaire officielle (66 % en 2012), ce qui souligne le besoin d'un financement étendu sur plusieurs années mais aussi d'un renforcement des liens avec les dépenses pour le développement et d'autres ressources.

Dans la plupart des pays, la réponse nationale aux crises passe inaperçue aux yeux des mécanismes internationaux. Par conséquent, il n'existe pas de données globales fiables sur ces interventions essentielles de premier niveau. Toutefois, en étudiant de plus près les budgets nationaux, on constate que le gouvernement de l'Inde a destiné 7 milliards US\$ entre 2009 et 2012 au secours d'urgence et à la réduction des risques, un montant élevé en comparaison avec les 137 millions US\$ que le pays a reçus sous forme d'aide humanitaire internationale. Les efforts du gouvernement des Philippines ont de même systématiquement éclipsé les contributions internationales. Suite au typhon Haiyan, il a également démontré que les gouvernements nationaux peuvent jouer un rôle primordial dans la coordination de l'aide aux sinistrés.

Les dépenses publiques des gouvernements des pays en développement dépassent actuellement 6 billions US\$ par an. Ces dépenses peuvent renforcer la résilience de la population aux chocs sur le long terme. Néanmoins, dans de nombreux pays, en particulier ceux qui sont enlisés dans des crises prolongées, les dépenses publiques par habitant demeurent faibles et leurs perspectives d'amélioration réduites. En 2012, on estimait que 179,5 millions de personnes vivaient en situation d'extrême pauvreté dans les pays bénéficiant d'une aide humanitaire sur le long terme. Près de 40 % de l'aide humanitaire à long terme a été consacrée aux pays dont les dépenses publiques annuelles s'élevaient à moins de 500 US\$ par habitant (soit un quart du niveau moyen des dépenses dans les pays en développement).

Là où le gouvernement n'a pas la capacité ou la volonté d'atténuer les risques et de répondre aux besoins de sa population la plus vulnérable, les ressources internationales continuent de jouer un rôle important. Dans cette optique, l'aide humanitaire est primordiale pour fournir une réponse en ligne avec ses principes aux populations touchées par des crises. En 2012, elle représentait environ 1 % des ressources nationales et internationales combinées des 20 bénéficiaires principaux, bien que ce taux ait été beaucoup plus élevé dans certains pays.

Toutefois, la population la plus touchée par les crises humanitaires est aussi la plus vulnérable : des individus confrontés à la pauvreté, à l'insécurité et à la marginalisation. Cela signifie qu'il est essentiel que toutes les ressources (publiques, privées, nationales et internationales) soient utilisées de manière cohérente. Chez les principaux bénéficiaires de l'aide humanitaire, l'aide publique au développement (APD) représente le double des ressources internationales disponibles comparé aux autres pays en développement. Les ressources allouées au maintien de la paix sont quant à elles sept fois plus élevées. L'éventail des ressources internationales et leur volume varient considérablement d'un pays à l'autre. Les transferts de fonds représentent 21 % des ressources internationales chez les principaux bénéficiaires de l'aide humanitaire (mais au Pakistan, cette proportion est de l'ordre de 66 %).

Il est nécessaire de disposer de données de meilleure qualité pour connaître la composition globale des ressources et comprendre les besoins multiples de la population. Des progrès ont été réalisés en ce sens ces dernières années, grâce à plusieurs initiatives innovantes en matière d'évaluation des besoins et de transparence de l'aide. Le défi consiste désormais à poursuivre leur adaptation et leur mise en œuvre, afin d'étayer les processus d'affectation des ressources et d'améliorer la vie des populations touchées par les crises, à court terme comme à long terme.

Les crises prolongées continuent d'accaparer la grande majorité de l'aide humanitaire. Près de 40 % de l'aide humanitaire à long terme a été consacrée aux pays dont les dépenses publiques annuelles s'élevaient à moins de 500 US\$ par habitant (soit un quart du niveau moyen des dépenses dans les pays en développement).